Nations Unies S/PV.7592

Conseil de sécurité

Soixante-dixième année

Provisoire

7592e séance

Lundi 21 décembre 2015, à 15 heures

New York

Président :	Mme Power	(États-Unis d'Amérique)
Membres :	Angola	M. Gimolieca
	Chili	M. Barros Melet
	Chine	M. Zhao Yong
	Espagne	M. Oyarzun Marchesi
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Delattre
	Jordanie	Mme Kawar
	Lituanie	Mme Jakubonė
	Malaisie	Mme Adnin
	Nigéria	M. Adamu
	Nouvelle-Zélande	M. Van Bohemen
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Rycroft
	Tchad	M. Mahamt Zene
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Suárez Moreno

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014) et 2191 (2014) du Conseil de sécurité (S/2015/962)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (http://documents.un.org)

Document adapté

Merci de recycler

La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014) et 2191 (2014) du Conseil de sécurité (S/2015/962)

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, qui vont faire des exposés, à participer à la présente séance : M^me^ Kyung-wha Kang, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence, et M. António Guterres, ancien Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Au nom du Conseil de sécurité, je voudrais exprimer notre profonde gratitude à M. Guterres. Il a dirigé le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au cours d'une période très difficile et a déployé des efforts héroïques au nom de personnes qui souvent ne peuvent pas se faire entendre, mais qui ont trouvé en lui un excellent porte-parole. Il s'agit de son dernier exposé au Conseil à ce titre. Nous ne regretterons pas le fait qu'il ne nous communiquera plus de mauvaises nouvelles. Toutefois, personne n'a fait autant preuve d'innovation et de souplesse que lui pour mobiliser des ressources de par le monde afin de venir en aide à ces personnes et nous lui sommes plus que reconnaissants pour la façon dont il s'est dévoué, corps et âme, à son mandat au HCR. Nous lui souhaitons plein succès pour l'avenir, et nous espérons qu'il poursuivra son action en faveur de ces personnes qui ont tellement bénéficié de son leadership.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2015/962, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014) et 2191 (2014) du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à M^me^ Kang.

M^me^ Kyung-wha Kang (*parle en anglais*) : Au nom du Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien, je tiens à remercier le Conseil de sécurité de cette occasion qui m'est offerte de l'informer de l'évolution récente de la situation en Syrie.

Mois après mois, depuis l'adoption des résolutions 2139 (2014) et 2165 (2014), respectivement en février et juillet 2014, le Conseil a suivi des exposés faisant état des souffrances du peuple syrien. À maintes reprises, nous avons décrit en détail les innombrables violations flagrantes des principes fondamentaux du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Pendant près de cinq ans, nous avons vu la Syrie sombrer de plus en plus dans la violence et la brutalité. Toutefois, les mots ne suffisent pas pour décrire comme il faut le désespoir et la dévastation dans lesquels vivent des millions de Syriens chaque jour.

Le Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien, s'est rendu en Syrie du 12 au 14 décembre pour trouver des moyens d'améliorer les efforts en cours. J'ai moi-même récemment visité les centres régionaux transfrontières en Jordanie et en Turquie. Au cours de sa mission, M. O'Brien s'est rendu dans le quartier de Waar dans la ville de Homs, où une cessation des hostilités a été conclue. Cet accord a permis aux organismes humanitaires d'acheminer une aide à l'ensemble des 60 000 personnes vivant dans le quartier de Waar, que l'ONU n'avait pas pu atteindre depuis le mois de janvier. C'est une évolution positive qui montre ce qui peut être fait lorsqu'un accord est conclu entre les parties. Nous jugeons cela encourageant, mais réitérerons que l'accès humanitaire doit être libre de toute entrave et appuyé en tout temps, et qu'il ne doit pas être subordonné à des accords négociés.

Le cas du quartier de Waar souligne la gravité des besoins de bon nombre des 4,5 millions de personnes vivant dans des zones difficiles d'accès, dont près de 400 000 sont assiégées. De septembre à novembre, en raison de l'insécurité et des restrictions d'accès qui avaient été imposées, l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires n'ont pu atteindre que 32 % des lieux difficiles d'accès. De même, au cours de la même période, les parties au conflit ont continué à restreindre sévèrement l'accès aux zones assiégées. De ce fait, quelque 1 % de la population assiégée a reçu une aide alimentaire, et moins de 1 % une aide médicale. C'est tout simplement inacceptable. Je demande encore une fois aux autorités syriennes d'approuver les 47 demandes de convois interinstitutions qui sont en attente et d'autoriser le passage des convois qui ont déjà fait l'objet d'un accord de principe. Je lance également un appel aux groupes armés non étatiques, ainsi qu'aux groupes terroristes figurant sur la liste, pour qu'ils autorisent l'acheminement de l'aide dont ils bloquent le passage.

Les opérations transfrontières autorisées par le Conseil ont eu un effet considérable sur l'amélioration de l'accès humanitaire, fournissant une aide vitale à des millions de personnes qui en ont désespérément besoin. Au 30 novembre, cela comprenait une aide alimentaire pour plus de 2,4 millions de personnes, des fournitures médicales pour 4,1 millions de traitements et des articles non alimentaires pour 1,6 million de personnes. Nous sommes très reconnaissants de la coopération et de l'appui des autorités jordaniennes et turques qui ont rendu cela possible.

Toutefois, nous sommes profondément préoccupés par la recrudescence des combats sur le terrain et la multiplication des frappes aériennes, qui seraient le fait des forces syriennes et alliées, dans le nord du pays, ainsi que par leurs répercussions pour les civils et l'infrastructure civile. Plusieurs hôpitaux, marchés et boulangeries ont été touchés, et des dizaines de morts et de blessés parmi les civils sont signalés presque tous les jours. Les médecins qui s'emploient à les sauver sont devenus une cible et craignent que les emblèmes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ne soient plus le bouclier de protection qu'ils sont censés être. La violence a également perturbé l'acheminement de l'aide humanitaire.

Pas plus tard qu'hier, six frappes aériennes ont touché une place de marché très fréquentée, plusieurs bâtiments publics et des zones résidentielles dans le centre-ville d'Edleb. Les secouristes ont confirmé que 43 personnes avaient trouvé la mort et qu'une trentaine de corps devaient encore être identifiés. Selon les premières informations, au moins cinq travailleurs humanitaires ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions à Edleb. Un Casque blanc a été tué alors qu'il conduisait une ambulance transportant des blessés vers un centre médical non loin de là. Ces pertes en vies innocentes et la destruction aveugle et gratuite de zones densément peuplées sont inacceptables, et les responsables de ces actes devront en répondre. Une organisation non gouvernementale (ONG) a suspendu toutes ses activités à compter d'aujourd'hui, après la mort de son directeur de programmes pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène lors des frappes aériennes sur la ville d'Edleb. Depuis la fin septembre, au moins cinq ONG internationales ont suspendu leurs opérations.

Depuis le début de la crise, l'organisation Médecins pour les droits de l'homme a recensé 336 attaques contre au moins 240 installations médicales, et la mort de 697 membres du personnel médical. Ces attaques constituent une violation flagrante du droit international humanitaire et un affront à l'essence même de notre humanité commune, qui doit être préservée, à savoir l'impératif de soigner les blessés et les malades. J'exhorte les parties au conflit à assurer la protection des installations sanitaires, des travailleurs et des patients conformément au droit international humanitaire. De même, le retrait par le Gouvernement syrien de fournitures chirurgicales et de trousses de traumatologie des convois doit cesser.

Dans le quartier de Waar, le Coordonnateur des secours d'urgence s'est rendu dans l'un des centaines d'hôpitaux en Syrie qui ont été endommagés ou totalement détruits pendant le conflit. L'hôpital manquait de toutes les fournitures de base. Sans poches de sang, les transfusions étaient faites directement du donateur au patient, mettant les patients en très grand danger de contracter des maladies infectieuses.

Au cours du mois écoulé, la violence a continué de s'intensifier dans toute la Syrie. Les attaques aveugles perpétrées par toutes les parties au conflit ont causé des pertes en vies humaines, entraîné la destruction d'infrastructures et privé des milliers de personnes d'accès aux services de base. Le 13 décembre, huit étudiants et quatre membres du personnel ont été tués, lorsqu'une école primaire a été frappée à Douma dans la Ghouta orientale. Un mois plus tôt, le 12 novembre, huit civils, dont six enfants, auraient été blessés lorsqu'un mortier a frappé une école dans le quartier de Bab Touma, à Damas.

Une fois encore, nous rappelons à toutes les parties au conflit la responsabilité qui leur incombe de protéger les civils et l'infrastructure civile. Alors que le ciel syrien devient de plus en plus encombré, nous exhortons toutes les forces qui mènent des frappes aériennes à se conformer à ce principe de base, qui est inscrit dans le droit international humanitaire.

La présence de restes explosifs de guerre est aussi un problème majeur dans de nombreuses parties du pays, et il y a un besoin urgent d'éliminer les risques qu'ils posent en Syrie. Il s'agit là d'une priorité immédiate, permettant de sauver des vies, et les partenaires de l'action humanitaire qui entreprennent cette tâche avec courage ont besoin de notre appui d'urgence.

Les déplacements de civils, qui constituent un trait caractéristique de la crise syrienne, se sont poursuivis à un rythme constant au cours du mois dernier. Plus de 121 000 personnes ont dû fuir leurs foyers dans neuf

gouvernorats, pour la deuxième ou la troisième fois pour un grand nombre d'entre eux. Plus de la moitié de la population totale de la Syrie a été déplacée depuis le début de cette crise, avec quelque 6,5 millions de personnes déplacées. Près de 4,3 millions de personnes ont fui le pays, les pays voisins de la région supportant un énorme fardeau.

Dans ces circonstances extrêmement difficiles, les partenaires humanitaires continuent d'apporter une assistance vitale à des millions de personnes chaque mois. Mais il faut faire beaucoup plus. Les organismes humanitaires ont récemment mis la dernière main à un plan d'intervention humanitaire pour 2016, demandant près de 3,2 milliards de dollars pour fournir une assistance vitale aux 13,5 millions de personnes dans le besoin qui vivent en Syrie. Le plan définit un cadre commun pour les efforts d'intervention sur la base des besoins prioritaires dans les différents secteurs. Alors que 2015 touche à sa fin, l'aide demandée pour l'intérieur du pays n'a été financée qu'à hauteur de 42 %. J'appelle tous les partenaires à contribuer généreusement à ces plans, en préparation à la prochaine conférence des Nations Unies sur le thème : « Aider la Syrie et la région, Londres 2016 ». Ce n'est qu'avec l'aide de nos partenaires que nous pourrons aider les personnes dans le besoin qui se trouvent en Syrie et dans les pays voisins.

Dans un centre de réadaptation à la frontière turque, j'ai vu le profond traumatisme dans les yeux de filles et de garçons syriens qui avaient perdu un bras ou une jambe lors d'attaques violentes. Un jeune homme n'avait plus qu'un seul bras. J'ai également vu la détermination et le courage des médecins et des infirmières qui luttaient de toutes leurs forces pour les ramener à la vie, physiquement et mentalement. Ensemble, ils sont emblématiques de leur pays et de leur peuple – brisés à de si nombreux égards, mais s'accrochant désespérément et âprement à la vie.

Alors que nous abordons une nouvelle année, nous devons faire tout notre possible pour redonner espoir aux Syriens, qui ont tant souffert. Il faut mettre un terme à ce conflit par le biais d'une solution politique globale qui s'attaque à ses causes sous-jacentes. Nous plaçons nos espoirs dans les efforts déployés par le Groupe international d'appui pour la Syrie (GIAS), et nous jugeons encourageante la résolution 2254 (2015), adoptée par le Conseil de sécurité le 18 décembre.

Tout en me félicitant de la résolution du Conseil, je voudrais réitérer l'appel lancé par le Secrétaire général au GIAS, lui demandant d'exercer les pressions nécessaires sur les parties syriennes pour qu'elles mettent immédiatement en œuvre les mesures de confiance suivantes : mettre fin à l'utilisation d'armes frappant sans discrimination les civils, y compris les barils d'explosifs; permettre l'accès inconditionnel et sans entrave des convois humanitaires; mettre fin aux attaques contre les installations médicales et scolaires, et lever toutes les restrictions imposées aux fournitures médicales et chirurgicales dans les convois humanitaires; et libérer tous les détenus.

Nous espérons sincèrement que le Conseil a commencé, en appui au Groupe international d'appui pour la Syrie, à préparer le terrain à la paix en Syrie.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^me^ Kang de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Guterres.

M. Guterres (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de vos aimables paroles. En effet, ce fut un immense privilège pour moi que de servir à l'ONU les plus vulnérables des vulnérables dans le monde. Près d'un million de personnes sont arrivées par bateau en Europe cette année, et plus de 50 % d'entre elles sont des Syriens. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) vient de publier une enquête portant sur plus de 1 200 d'entre eux, et les conclusions confirment ce que nous soupçonnions depuis longtemps. La Syrie est en train de connaître un exode des compétences massif; 86 % des réfugiés interrogés ont le niveau secondaire. Près de la moitié ont été à l'université. On ne peut qu'imaginer les conséquences catastrophiques qu'un tel exode aura sur la reconstruction future de la Syrie une fois le conflit terminé.

Les énormes souffrances et les déplacements à l'intérieur du pays se poursuivent et la Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence vient de parler de la situation humanitaire qui en est la cause. Mais le fait que les deux tiers des Syriens que nous avons interrogés en Grèce avaient quitté le pays en 2015 – dont 37 % venant directement de Syrie après quelques jours seulement de transit – montre à quel point la situation est devenue insupportable. c'est pourquoi il est urgent d'instaurer le cessez-le-feu prévu dans les pourparlers de Vienne et dans la résolution 2254 (2015) tout récemment adoptée.

Il est évident aussi que les réfugiés syriens dans la région sombrent de plus en plus dans la pauvreté. Une récente étude conjointe menée par le HCR et la Banque mondiale a révélé que neuf Syriens sur 10 en Jordanie

et au Liban vivent en-dessous des seuils nationaux de pauvreté. N'étant pas autorisés à travailler légalement, les réfugiés deviennent de plus en plus vulnérables, dépendent de l'aide humanitaire plutôt rare et sont contraints de s'endetter pour nourrir leurs familles. Cela a un impact particulièrement dévastateur sur les enfants, qui abandonnent leurs études, travaillent ou se marient à un âge précoce. Seule la moitié de tous les enfants réfugiés sont scolarisés. Nous sommes aussi préoccupés par le fait qu'un nombre accru de personnes sont sans papiers, ce qui les rend encore plus vulnérables, et que beaucoup des nouveaux réfugiés ne se font pas enregistrer à leur arrivée pour des raisons de sécurité et autres obstacles. En outre, des milliers d'enfants nés de parents syriens en exil risquent de devenir des apatrides. Ils ne sont pas encore apatrides mais pourraient le devenir faute d'être enregistrés.

La crise des réfugiés a eu un énorme impact sur les pays et les communautés d'accueil, affectant tous les aspects de la vie quotidienne – du logement au chômage, et de l'augmentation généralisée des prix à l'hygiène publique. Les économies du Liban et de la Jordanie ont perdu des milliards et des milliards de dollars à cause du conflit syrien. Nous savons que les Syriens continueront de tenter de rejoindre l'Europe tant que les facteurs qui les poussent à partir ne sont pas éliminés.

La communauté internationale doit aider davantage les réfugiés et les pays qui les accueillent, et l'aide humanitaire doit être à la hauteur des besoins. Même avec la hausse des contributions déclenchée par l'afflux de réfugiés en Europe, notre plan régional de gestion de la situation des réfugiés et de renforcement de la résilience n'est financé qu'à 52 %, avec toutes les terribles conséquences que cela a sur de nombreuses familles. Des investissements massifs sont nécessaires pour appuyer le Liban, la Jordanie et la Turquie afin d'éviter que les réfugiés ne sombrent plus encore dans le dénuement et d'aider ces gouvernements à faire face aux pressions accrues exercées sur les infrastructures publiques sanitaires, éducatives, hydriques, électriques et autres.

Bien entendu, il faut que ces stratégies à plus long terme lient davantage les efforts de développement et l'action humanitaire que cela n'est le cas aujourd'hui. Le Plan régional pour les réfugiés et la résilience a été un premier pas dans ce sens, mais ce qu'il faut vraiment c'est un changement des politiques bilatérales et multilatérales de coopération en matière de développement et des règles qui permettraient à des pays à revenu intermédiaire comme la Jordanie, le Liban et la Turquie de bénéficier de plusieurs instruments de développement dont ils sont actuellement exclus. J'espère que la prochaine conférence de Londres ne mobilisera pas seulement l'appui aux vastes besoins humanitaires de la région, mais aussi aux approches à plus long terme qui combinent autonomie des réfugiés grâce à une solidarité internationale effective et partage des responsabilités avec les pays et les communautés d'accueil.

Ce dont nous avons besoin c'est d'un «New Deal» entre la communauté internationale – l'Europe en particulier – et les voisins de la Syrie. Il est clair que sans éducation pour leurs enfants, sans accès au marché du travail et sans protection sociale, de plus en plus de Syriens n'auront d'autre option que de poursuivre leur chemin. Après avoir vu leurs maisons détruites, leurs voisins tués et leurs proches disparaître; après avoir fui d'un endroit à l'autre en Syrie, connu la pauvreté et été privés des services de base en exil, ils essayent de rejoindre l'Europe pour reconstruire leur avenir. Cela me brise le cœur de voir ces familles, qui ont déjà tant souffert, forcées de mettre leur vie entre les mains de passeurs criminels et de trafiquants qui les exploitent, leur volent leurs dernières économies, violent leurs droits les plus fondamentaux et, souvent, les laissent se noyer dans des embarcations surchargées et impropres à la navigation.

C'est pourquoi j'appuie fermement l'idée d'un vaste programme de réinstallation et d'autres formes d'admission dans les pays européens, voire au-delà – un programme qui soit assez vaste pour concourir à mettre fin aux tragédies en mer Egée et à l'exode chaotique à travers les Balkans. Car si les choses continuent telles qu'elles sont actuellement, je crains non seulement pour la vie des réfugiés, mais aussi pour l'avenir du régime d'asile européen commun, étant donné que les mesures de restriction se répandent déjà tel un virus qui menace de contaminer aussi d'autres régions de la planète.

Enfin, le fait que beaucoup de Syriens qui viennent en Europe arrivent maintenant directement de Syrie montre que non seulement la violence et les atteintes aux droits de l'homme dans le pays empirent, mais aussi que la vraie solution à cette tragédie humanitaire doit être trouvée en Syrie. En tant que Haut-Commissaire pour les réfugiés, il est clair que mon attention se concentre sur les personnes qui ont fui la guerre. Mais à cette dernière séance à laquelle je participe, je voudrais dire quelques mots en tant que citoyen du monde, car

nous sommes confrontés à bien plus qu'une crise des réfugiés. La crise en Iraq et en Syrie – parce que c'est bien de cela qu'il s'agit – a également un énorme impact sur la stabilité régionale et sur la paix et la sécurité dans le monde. Si le rétablissement du califat est peut-être ce à quoi aspirent différents groupes depuis son abolition par Atatürk, nous avons maintenant, pour la première fois, une organisation terroriste dont l'objectif politique est d'édifier un État et qui contrôle effectivement un large territoire à partir duquel elle peut planifier des frappes partout dans le monde. Il s'agit d'un changement radical même comparé au pire terrorisme international qu'il nous ait été donné de voir jusque-là.

Le lien entre sécurité régionale, européenne et mondiale est clair. Des dizaines de milliers de jeunes combattants étrangers venus du monde entier se trouvent aujourd'hui en Syrie et en Iraq. Nous savons que nombre d'entre eux retourneront dans leurs pays et nous savons quels sont les risques que cela comporte. Mais si ces préoccupations sont légitimes, il ne faut pas oublier, malgré le discours que nous entendons ces jours-ci, que les réfugiés sont les premières victimes, et non la source, de cette terreur. Ils ne sauraient être rendus responsables de cette menace, à laquelle ils tentent d'échapper en risquant leur vie.

Oui, bien entendu, il est possible que des terroristes essayent d'infiltrer les rangs des réfugiés, mais cette possibilité existe pour toutes les communautés, et le radicalisme local représente de loin la plus grande menace, comme l'ont montré tous les événements récents. Ceux qui rejettent les réfugiés syriens, surtout s'ils sont musulmans, sont les meilleurs alliés des efforts de propagande et de recrutement menés par les groupes terroristes. Cette guerre doit cesser, et rapidement. Plus longtemps elle durera, plus il sera difficile d'en supporter les conséquences.

L'Union européenne vient de décider d'accorder 3 milliards d'euros à la Turquie pour financer son plan d'action visant à réduire les mouvements secondaires de réfugiés – 3 milliards d'euros à la plus forte économie de la région. Le coût total est bien plus élevé – et il ne cessera d'augmenter –, tout comme celui de la future reconstruction de la Syrie. Mais, surtout, s'il n'est pas rapidement mis fin au conflit, il se pourrait que ce soit la fin de la Syrie telle que nous la connaissons – et il en va de même pour l'Iraq. Nous sommes tous conscients des complexités de la situation que la fin de la Première Guerre mondiale a créée au Moyen-Orient – selon les mots de David Fromkin, c'était « Une paix pour en finir avec toute possibilité de paix ».

Mais nous ne devons pas permettre aujourd'hui que les divisions ethniques se transforment en guerres de religion à l'image de celles qui ont dévasté de larges parties de l'Europe aux XVI^{e} et XVII^{e} siècles. N'oublions pas que les guerres de religion sont toujours, par essence, des guerres politiques. La paix n'attend pas. Le monde a besoin d'un regain de diplomatie au service de la paix, et j'espère vivement que Vienne sera un pas décisif pour que la paix redevienne la priorité numéro un à l'ordre du jour international.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie le Haut-Commissaire pour les réfugiés de sa déclaration et de ses remarquables années de service. Nous lui en sommes reconnaissants.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 15 h 30.